

Au courrier

Alain Viala a souhaité réagir au dossier sur la crise de la série L publié dans le numéro précédent de Côte-Philo. C'est bien volontiers que nous publions sa contribution.

Observations, remarques, questions

La filière L connaît une situation difficile, c'est un fait. : ses effectifs ont atteint un étiage qui, s'il se trouvait un peu davantage marqué encore dans les années qui viennent menacerait d'assèchement cette filière. Le dossier ici constitué l'établit de façon limpide. Les auteurs qui y ont contribué ont eu le souci de prendre en compte l'histoire, et c'est excellemment fait. Ils montrent que la diminution des choix en faveur de la filière L est chronique sur le dernier demi-siècle, que l'augmentation du nombre de lycéens s'est faite par la croissance des effectifs dans les sections technologiques (et, faut-il ajouter, professionnelles) et non par celle des séries générales. Pire, la diminution de la part (en pourcentage) de celles-ci se combine avec celle de leur poids (en milliers d'élèves qui y sont inscrits). Encore ces chiffres sont-ils relativement cohérents avec une tendance au tassement de la démographie scolaire ces dernières années, sauf, justement, pour la série L, où la baisse excède cette tendance. Le constat est donc juste, et il est partagé.

La présente note ne constitue pas un article de plus dans ce dossier, mais seulement une réaction aux textes qui s'y trouvent rassemblés. Elle sera donc partielle, tributaire de ces textes, et non pas organisée elle-même en un texte doté de sa propre dynamique. Aussi ne mettra-t-elle en avant que trois réflexions.

1. Parodiant - en tout respect - Racine, je crois pertinent de dire ici que « le mal vient de plus loin »... En effet, dès la loi du 11 Floréal 1802 qui institua les lycées est affirmée par un texte d'État le besoin de l' « étude des sciences mathématiques et physiques nécessaires dans le plus grand nombre de professions ». Et, pour ne donner que quelques dates comme points de repères, en 1890 il fut institué que le bac. eût deux mentions : Lettres-Philosophie et Lettres-sciences. La réforme de 1902 ayant supprimé l'obligation des langues anciennes pour accéder au bac., en 1910 la section « Sciences-Langues » comptait 34% des candidats à elle seule, tandis que la section «Latin-Grec» n'en avait plus que 19%, la section «Latin- Langues» 25% et la section «Latin-

Sciences» 22%. Pour reprendre cela en deux mots : le mouvement de restriction proportionnelle de la part des séries littéraires est continu depuis deux siècles, et il est fondé sur un souci explicite de la part des autorités politiques, celui de préparer à des domaines qui manquent de cerveaux. De fait, il manque constamment en France des « scientifiques » et des « techniciens » et toute l'histoire de l'enseignement souligne ce besoin. La constance de cette assertion atteste que les hommes politiques qui l'énoncent ne sont pas de méchants anti-humanistes pas plus qu'ils ne sont des philanthropes : ils retraduisent une demande sociale. Ainsi, la question de la « baisse » de la série L me semble-t-elle devoir être reformulée en : où se situe la série L face à la demande sociale en matière de formation ?

2. Ce qui amène à élargir encore la perspective historique, et sur ce point il me paraît que les textes rassemblés dans le dossier se fondent trop sur l'idée que la « classe de Philosophie » a été la classe reine, le couronnement des études secondaires. Si l'on considère la seconde modernité, c'est à dire les XIXe et XXe siècle, c'est à dire encore le temps où l'enseignement a été en France un affaire de l'État, il est clair que l'objectif de faire une place accrue aux « sciences » y est permanent. Que donc la classe de « Philo » n'est pas une reine, ou alors une reine en sursis. Et si l'on regarde en amont, dans la première modernité, le *Ratio studiorum* ne traite pas non plus la Philo comme telle. Et pour cause : la Philo n'y était pas le couronnement des études secondaires - notion qui n'existait pas : les études que nous appelons ainsi aujourd'hui relevaient alors de la « Faculté des arts » -, mais une propédeutique pour ceux des élèves qui souhaitaient ensuite entrer dans l'une des trois formations que constituaient les études de Droit, de Médecine et de Théologie. Je crois donc qu'il faut remettre en question, en termes historiques, l'idée que la Philo eût été le couronnement de la formation humaniste. Sans avoir le temps de détailler ici, je suggère que l'on regarde de près les contenus de ce qui était enseigné dans ces classes - car le cursus complet en Philo ne durait pas qu'un an : les éléments de science et de Logique y avaient leur bonne place. J'ai employé le mot de « propédeutique » : la Philo était autant, sinon plus, formation aux pré-requis des formations professionnalisantes qu'exercice libre et gratuit de la pensée. Si elle a été regardée comme telle, au XIXe siècle, c'est dans la mesure où elle a incarné, avec les Lettres anciennes, la distinction du « Secondaire », désintéressé, face au « Primaire »- y compris le Primaire supérieur- qui lui était « professionnel ». Mais on sait bien que cette opposition était aussi une opposition de classes sociales : le Secondaire et le Supérieur étaient réservés aux classes dominantes.

3. Ressaisies ainsi dans la longue durée historique, ces questions doivent aussi l'être dans la large extension géographique. En comparant notamment la situation française et celle des autres pays européens. Ce qui permet de voir que lorsque la France se pose des questions sur son enseignement, c'est à des moments où tous les pays comparables s'en posent aussi. Le cas est particulièrement flagrant, par exemple, dans la seconde moitié du XIXe siècle. Et pour ne citer qu'un exemple contemporain : dans les dix dernières années, ces questions ont été au moins aussi agitées en Grande-

Bretagne qu'en France. Or les options prises dans les différents pays sont très diverses. Notamment, la France a opté pour un système étatique centralisé, ce qui est loin d'être le cas ailleurs ; et si les filières sont « libres », ou organisées à l'échelon des Lander par exemple, chaque « discipline » se trouve obligée de se définir non par réclamation vers les autorités politiques, mais plus directement qu'en France par ce qu'elle offre comme motifs de choix aux élèves eux-mêmes. L'intégration européenne croissante, le processus de Bologne en cours, invitent à s'interroger aussi en termes comparatifs.

Ces trois remarques incitent à dire que si « le mal vient de plus loin », il est aussi plus profond encore que ne le disent, me semble-t-il, les textes ici rassemblés. Du moins plusieurs d'entre eux : celui de Denis Paget me paraît d'une tonalité un peu différente. Peut-être parce que l'expérience propre de son auteur l'amène à élargir ses vues. En particulier, à considérer qu'il s'agit de la filière L et pas seulement de la Philo. Qu'il y va des Lettres dans leur ensemble.

Ce qui fera l'objet de la quatrième remarque.

4. J'ai même rencontré des « littéraires » heureux : pastiche encore, si on le permet, mais observation empirique, limitée, « de terrain », importante je crois. Là où se sont mises en place des sections L offrant des caractéristiques larges et fortement identifiées - par ouverture à d'autres arts et d'autres langages notamment - il est des élèves et des professeurs qui donnent de cette filière une image très attractive. Rien n'est donc perdu, peut-on dire. Et le fait que la littérature ait retrouvé une place de plein droit en Terminale est je crois une bonne chose. Comme est une bonne chose le fait que les L se soient posé la question de l'excellence.

Et de telles observations « de terrain » amènent aussi à relever comment jouent les effets de « système ». Notamment, comment joue l'effet de prévision des passages en classes préparatoires. Si la filière dominante est, en terme de prestige, la S, c'est parce qu'elle ouvre vers les préparations les plus nombreuses aux Grandes Écoles, lesquelles constituent le lieu de prestige fort de la formation en France. Et chacun sait qu'il est possible, et même aisé, de passer en prépa « Lettres » en venant d'une Terminale S alors que la réciproque n'est pas vraie. De sorte que les « littéraires » subissent un double handicap : non content d'avoir bien moins de prépas et de concours en Lettres qu'en Sciences, ils ne sont pas mieux, voire ils sont moins bien considérés pour s'orienter vers cette voie que les élèves de S.

Cette dernière remarque jointe aux précédentes me conduit à partager, sinon les énoncés en tant que tels, du moins l'orientation générale des réflexions de Denis Paget. Pour le dire en propres termes : l'histoire montre que le mal vient de loin, et l'analyse montre aussi que les questions doivent être posées en termes de système. Si bien que ce qui est en cause c'est l'orientation profonde

des choix éducatifs et la conception des disciplines, autant et plus que tel ou tel aspect de structures médianes. Les « retouches » de 1992 - car parler de « réforme » en ce cas est à la limite d'un abus de langage - le montrent bien : on n'y a pas changé la distribution d'ensemble du système, on y a renforcé les tendances existantes, notamment en diminuant une fois de plus la part des sciences dans la filière L (ce qui s'est encore confirmé ensuite). A poursuivre le même processus en ce sens, il semble bien que la filière L est, à terme, condamnée à disparaître ou à subsister comme vestige, faute d'offrir aux élèves des perspectives de débouchés assez riches vers les formations ultérieures ; et faute d'offrir aux élèves des contenus pleinement formateurs : par exemple, si la Philo n'inclut pas une solide épistémologie, ne perd-elle pas une large part de sa raison d'être ? Et une solide épistémologie, cela ne suppose-t-il pas que l'on ait un regard bien informé sur les questions des savoirs scientifiques ?

Il n'est pas question ici de conclure puisqu'on n'y fait que réagir, et donc soulever des questions. Du moins peut-on rassembler les questions majeures et les classer un peu. En trois paliers peut-être.

Le premier concerne **la conception même de la filière L** : ne doit-elle pas inclure une vraie formation générale, donc contenir une part suffisante de sciences pour laisser des choix d'orientation ouverts ? Il me paraît que la réponse doit être un oui, fort. Et qu'il convient de relever à ce sujet que la France a fait dans les dernières décennies un effort considérable en ce qui concerne le nombre de lycéens et d'étudiants, mais que les moyens budgétaires (les vrais : la fraction du PIB consacrée à l'École) n'ont pas suivi la même hausse. Du coup : est-il logique de prolonger - ce qui est bien - la scolarité de la grande majorité et en même temps d'imposer des orientations fortes très précoces ? (sinon par souci d'économies)

Le deuxième concerne **les objectifs que se donne cette filière**, donc les contenus de ce qu'on y enseigne : ne doit-elle pas être aussi bien, en son état structurel actuel, la filière qui peut permettre aux élèves d'envisager ensuite les études supérieures de Droit, de Journalisme et Communication, plutôt que de former seulement de futur(e)s secrétaires bi ou trilingues et de futurs enseignants ? Ce qui implique de s'interroger sur ce que chaque discipline y donne comme contenus et comme compétences.

Sur ces deux premiers plans, il semble que même dans l'état actuel du système, la filière L doit être « retouchée » dans son organisation et qu'en même temps, les disciplines qui y jouent les rôles majeurs doivent se ré-interroger sur les finalités qu'elle s'y assignent. On osera dire ici que certaines l'ont entrepris, comme les « Lettres » et demander si toutes ont agi dans le même sens, notamment la Philosophie elle-même.

Mais un troisième palier concerne **les structures profondes du système éducatif français** : si les ajustements concernant les deux autres paliers se font assez nombreux, ils induiront des questions d'ensemble. La crise de la filière L est la partie la plus visible d'une crise des filières générales. Puisse-t-elle être source de remises à jour de l'ensemble. De ré-interrogation des disciplines, ce qui est excellent. Mais plus encore d'une réflexion qui n'a pas encore eu vraiment lieu sur le système des filières. Pourquoi concentrer la Philo et le littéraire en Terminale sur une seule filière ? Pourquoi spécialiser à outrance et si tôt ? Quel poids ont les « prépas », y compris en effet induit sur les filières des lycées ? La répartition entre Grandes Écoles et Universités est-elle, aujourd'hui, adaptée au présent (on signalera qu'une enquête menée il y a six ans montrait que le principal lieu de formation en Premier Cycle universitaire de Lettres à Paris était... les prépas).

Des interrogations de cet ordre valent sans doute mieux qu'une déploration ou qu'un énième appel à l'État. Il est plus que légitime de demander à l'État de jouer son rôle pour apporter de l'équilibre face aux forces du marché - du moins si l'on pense que l'État doit avoir une fonction socialisante et pas intervenir seulement comme puissance au service des puissants - et donc de protéger des parts patrimoniales de la formation humaniste. Mais en dernière instance les pouvoirs politiques décident selon les débats et les énergies en jeu. On a vu bien des mesurette protéger ci ou là quelques heures - le latin en 5^e... - donc quelques postes ; mais face à une demande de formation utile, ces arrangements corporatistes ne pèsent pas lourd. Les disciplines « littéraires » - Lettres et Philo - ont longtemps vécu sur la nostalgie plus que sur la dynamique conquérante. Le véritable humanisme, c'est pourtant celui des interrogations et des propositions, même dérangeantes, que par excellence elles sont aptes à nourrir, à formuler, et à faire entendre, qu'elles commencent à refaire entendre, je crois.

Alain Viala.

Professeur à l'université de Paris III -Sorbonne Nouvelle/ Chair Professor in
Littérature Française at Oxford University

Rectificatif:

Mme Christiane Ménasseyre, Inspectrice générale de philosophie, a attiré notre attention sur une erreur factuelle qu'elle nous demande de rectifier : dans une Brève de *Côté Philo* n°3, nous avons signalé que Monsieur Souchet assurait désormais la fonction de Doyen de l'Inspection Générale de philosophie succédant à Mme Ménasseyre. Celle-ci a occupé cette charge durant 6 ans et non 10 comme nous l'avons indiqué par erreur.

Nous lui présentons nos excuses ainsi qu'à nos lecteurs qui auront certainement et d'eux-mêmes rectifié.